

Manifeste en défense de la démocratie et de l'Etat de droit au Brésil

lundi 8 janvier 2018, par [LA SOCIALE](#)

Chers citoyens du monde,

En attention à la campagne internationale qui dénonce la manipulation politique et juridique que se pratiquent au Brésil depuis plus d'un an et de l'imminence d'une condamnation juridique de Lula (Luiz Inácio Lula da Silva) avec des finalités politiques claires, et encore malgré les différences de compréhension politique sur le rôle de Lula dans la politique brésilienne actuelle, je vous envoie un des manifestes qui ont été produits à l'étranger pour que ceux qui parmi vous soignent d'accord pour le signer qui le fasse. La date du jugement a été fixée pour le 24 janvier prochain. Devant la fragilité de ce que les juges de l'opération Lave Jacte ont « trouvé » dans le cas de Lula, ils disent sans aucune pudeur qu'ils n'ont « pas de preuves », mais qu'ils ont « des convictions ». Ce qui est en jeu c'est l'instauration de ne pas avoir besoin de preuves - et de la présomption d'innocence - pour condamner n'importe quel citoyen, c'est-à-dire le préalable minimum d'une démocratie même si a peine formelle et élitiste !

Le néolibéralisme a eu la vertu d'unifier, plus que jamais, les drames, les tragédies, mais aussi les espoirs de l'humanité. De cette manière et dû au fait que ce processus n'est pas exclusif au Brésil, il semble être pertinent - que si vous êtes d'accord avec ce raisonnement -, de signer ce manifeste. Ainsi, le faisant, prévenez-moi pour que je puisse confirmer à Marilza de Mélo Foucher, économiste et journaliste (collaboratrice entre autres de Mediapart) Brésilienne qui habite en France depuis longtemps, qui est une des personnes qui s'est chargée d'organiser ce soussigné en Europe.

Fraternellement,

Jorge Nóvoa, Professor TITULAR UFBA

La tentative pour fixer au 24 janvier, soit en un temps record, la date du jugement en appel du procès de Lula n'a rien de légal. Il s'agit d'un pur acte de persécution politique du leader le plus populaire du pays. Le recours à ce moyen vicié, intervenir dans le processus électoral, a lieu car le coup qu'a constitué l'impeachment de Dilma Rousseff n'a pas produit un régime politique de stabilité conservatrice sur le long terme.

La stratégie actuellement, après avoir éloigné Dilma de la Présidence de la République, est de démolir le code du travail, menacer la sécurité sociale, privatiser la Petrobras, Electrobras et les banques publiques, et abandonner une politique extérieure digne et active.

La réforme du code du travail et le plafond des dépenses publiques n'ont pas attiré les investissements étrangers promis, qui auraient pu soutenir, en 2018, la campagne électorale d'un gouvernement aligné au néolibéralisme. Devant l'impopularité des politiques menées, ces secteurs n'ont pour l'instant pas réussi à construire une candidature viable à la présidence de la République.

Lula monte dans les sondages dans tous les scénarios de premier et second tour. Il peut même gagner au premier tour. Un scénario de victoire de Lula signifierait l'échec du coup d'Etat, et rendrait possible un nouveau cycle politique.

De ce fait, pour empêcher la candidature de Lula, tout est bon : condamnation au tribunal de Porto Alegre, institution du semi-parlementarisme ou même repousser les élections. Rien n'est écarté. Ces actions sont l'arsenal malfaisant de forces politiques qui méprisent la démocratie.

Une persécution totalement politique, que ne sera vaincue que sur le terrain de la politique. Plus qu'un problème tactique ou électoral, la victoire ou la défaite dans ce combat aura des conséquences stratégiques et de long terme.

Le Brésil est à un moment de croisée des chemins : ou bien nous restaurons les droits sociaux et l'Etat démocratique de Droit, ou bien nous serons vaincus et nous assisterons à l'installation définitive d'une société de capitalisme dérégulé, fondée sur la surexploitation des travailleurs. Ce type de société a besoin d'un Etat doté d'instruments d'Exception pour réprimer les universités, les intellectuels, les travailleurs, les femmes, la jeunesse, les pauvres, les noirs. Réprimer, enfin, tous les exploités et opprimés qui se soulèveraient contre le nouveau système.

La question de la persécution de Lula ne concerne donc pas seulement le PT ou la gauche, mais tous les citoyens brésiliens. Comme jamais auparavant dans les combats de notre génération, ce qui est en jeu aujourd'hui est l'avenir de la démocratie.

VOUS POUVEZ SIGNER LE MANIFESTE DANS LE LIEN qui suit ou simplement me confirmer votre signature :

<https://www.change.org/p/sociedade-brasileira-em-defesa-do-direito-de-lula-ser-candidato-a-presidente-do-brasil>.